



PARIS, LE 18 JUIN 2019  
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## Séminaire International de l'Agriculture Biologique : le Bio face aux enjeux sociaux et environnementaux

Engagements en faveur d'un bio accessible à tous, mise en place de flux internationaux plus vertueux, préservation de la biodiversité, respect des conditions de travail... Autant de sujets que l'Agence BIO a souhaité aborder lors de son séminaire annuel organisé ce mardi 18 juin. De nombreux experts internationaux du secteur bio étaient réunis autour de Philippe HENRY et Florent GUHL, respectivement président et directeur de l'Agence BIO.

La journée a été marquée par la grande richesse des débats. Des échanges qui s'inscrivent pleinement dans la perspective de la prochaine Politique Agricole Commune (PAC) en cours de discussion, comme l'a rappelé Didier GUILLAUME, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, lors de sa conclusion au cours de laquelle il a partagé sa confiance en l'agriculture bio et les espoirs qu'il place dans le développement de ce secteur.

### UN SEMINAIRE INTERNATIONAL A LA HAUTEUR DES ENJEUX

---

Le coup d'envoi a été donné par **la présentation du rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**. Julie-Marie BELANGER, coordinatrice du rapport, a rappelé la menace que représente le déclin de la biodiversité pour l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture mondiale ainsi que la nécessité de faire évoluer rapidement les modes de production, avec une large place faite à l'agriculture biologique pour endiguer cette perte.

**Face à ce constat, se pose un premier défi : celui d'une alimentation bio accessible à tous !** L'occasion de découvrir des initiatives venues d'ailleurs à l'image de celle illustrée par Ibrahima SECK, coordinateur de la FENAB au Sénégal, avec formation des producteurs, sensibilisation de la population et création du label « Bio Sénégal », ou encore la toute première coopérative bio de Pologne représentée par sa responsable, Ewa SUFIN-JACQUEMART.

**Deuxième enjeu de taille : celui de l'avènement de flux internationaux bio équitables.** Après la présentation des chiffres du marché par Michel REYNAUD, membre du conseil d'administration d'IFOAM Europe, Elena PANICHI, chef d'unité adjointe de l'agriculture bio à la direction agriculture de la Commission européenne, est revenue sur la réponse apportée par le nouveau règlement bio européen sur les équivalences et certifications entre l'Union Européenne et le reste du monde. Que ce soit en luttant contre la déforestation, comme le fait KOAKA en Amérique Latine, ou contre la mainmise de la mafia sur le marché agricole menée par la société GOEL – Cooperative Group en Italie, les acteurs bio n'hésitent pas à prendre leur responsabilité !

**Enfin, une question essentielle pour préparer demain : celle des paiements pour services environnementaux afin de financer des actions de préservation de la nature.** Alors que Vincent MARTINET, directeur de recherche à l'INRA, a rappelé quels étaient les enjeux (colossaux) d'une telle démarche, Pascal OLIVIER, responsable de l'antenne romande de Bio Suisse, a détaillé l'exemple helvète avec l'instauration du paiement direct écologique. Marie BEUCHET, présidente de l'association Naturalba au Costa Rica, engagée dans son pays en faveur de l'écotourisme, de la promotion de l'agriculture bio et pour la protection de la forêt, a souligné les bienfaits des paiements pour services environnementaux.

## LE BIO, LA FRANCE ... ET LA PAC

---

Lors de sa conclusion, Didier GUILLAUME, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, a rappelé la position de la France sur la PAC 2020 avec un message clair : **la PAC doit favoriser l'accès pour tous à une alimentation saine, durable et de qualité.**

**Selon le Ministre, « la PAC doit porter une ambition environnementale en donnant au secteur agricole les moyens de réaliser sa transition agro-écologique », cela passe notamment par le développement de l'agriculture biologique :** une attente très forte manifestée par les citoyens européens lors des dernières élections européennes.

Il a également plaidé en faveur d'un soutien sans faille aux agriculteurs qui font le choix de système de production plus sobres et plus résilients. Participant à une véritable prise de conscience durable et écologique, nombreux sont les exploitants agricoles à avoir opté pour le bio. Rien qu'en France, ils sont 5000 de plus à être engagés en bio fin 2018 par rapport à l'année précédente.

Modes de production, préoccupation de santé publique, préservation de l'environnement... Autant de sujets sur lesquels la PAC doit se prononcer. C'est parce que les acteurs économiques de notre pays sont particulièrement engagés sur ces thèmes que **Didier GUILLAUME a pu défendre aujourd'hui à Luxembourg la position de la France en faveur d'une PAC plus « verte » et plus responsable, au cœur de laquelle le bio aura toute sa place.**

Pour soutenir cet engagement en faveur d'une PAC plus vertueuse, l'Agence BIO va intensifier son action sur deux axes principaux :

- **Promouvoir les nouvelles connaissances acquises par la recherche sur l'impact de l'agriculture biologique : environnement, territoires, santé et emploi ;**
- **Développer un réseau européen permettant une meilleure connaissance du marché économique du bio dans les différents Etats membres.**

### CONTACTS PRESSE :

SERVICE DE PRESSE AGENCE BIO - ØCONNECTION  
agencebio@oconnection.fr – 06 89 28 42 29

SERVICE DE PRESSE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION  
cab-presse.agriculture@agriculture.gouv.fr – 01 49 55 59 74